

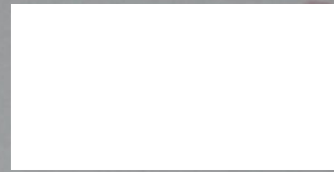


PARLEMENT WALLON

Sébastien Pirlot

Député Wallon - Bourgmestre

Chiny, le 7 décembre 2012



Concerne : Ta demande

Cher [redacted]

Suite à mon intervention en ta faveur, tu trouveras ci-joint copie du courrier que m'adresse en retour **Joëlle MILQUET, Ministre de l'Intérieur**, quant à ta demande.

Je t'en souhaite bonne réception.

Restant à ton entière disposition, je te prie de recevoir, Cher Richard, mes sentiments les plus dévoués.

Cordialement,

Sébastien PIRLOT
Député - Bourgmestre



Bureau

Nouvelle adresse

Château du Faing

Rue du Faing, 10 - 6810 Jamoigne

Tél. : 061 41 59 79 - Fax : 061 41 59 71

GSM : 0476 31 90 91

Nouvelle adresse e-mail : sebastian.pirlot@publilink.be





La Vice-Première Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Egalité des chances

Monsieur Sébastien PIRLOT
Député -Bourgmestre
Administration communale de CHINY
Rue Neuve, 33
6810 JAMOIGNE

Bruxelles, 04 DEC. 2012

Vos références :

Nos références :

SAT/ADM/CV/2012/2683/C-
20/645/OUT/2012/3740

Objet : Monsieur [REDACTED] – Protocole et règlement sur le port de l'uniforme.

Monsieur le Député- Bourgmestre,

En réponse à votre lettre du 3 août dernier concernant le règlement de port de l'uniforme, faisant suite à une question de Monsieur [REDACTED] je vous prie de bien vouloir trouver ci-après les informations demandées.

A titre préalable, je tiens à signaler qu'il convient de distinguer s'il s'agit d'une demande de port d'un ancien uniforme gendarmerie ou s'il s'agit d'une demande de port d'un uniforme de la police intégrée par un pensionné. Les règles applicables en la matière sont, en effet, différentes.

Dans votre courrier, il est mentionné que [REDACTED] un ancien gendarme et que l'association souhaiterait porter la tenue de l'époque.

Il semblerait donc qu'il s'agisse bien d'un ancien uniforme d'avant la réforme de la police.

S'il s'agit effectivement d'un ancien uniforme de la gendarmerie, juridiquement il peut être porté librement. Par contre, en opportunité, eu égard aux évolutions des structures policières depuis 2001, ce port ne me semble pas devoir être encouragé.

Par contre, s'il s'agit d'un uniforme de la police intégrée, alors cet uniforme est protégé par les textes invoqués ci-dessous et doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du service compétent en la matière, à savoir :

Police Fédérale, Direction Générale de l'Appui et de la Gestion

Direction de l'Infrastructure et de l'Equipement, Service de l'Equipement Individuel
(DSM\DMPE)

Rue Fritz Toussaint 8, à 1050 Bruxelles

Tél. : 02 554.43.76 / Fax : 02 642.79.49

Il convient de préciser le type de tenue, le statut des membres de l'ASBL représentée par Monsieur [REDACTED] et les circonstances de port.

En effet, la Circulaire GPI 65 du 27 février 2009, relative à l'équipement de base et à l'équipement fonctionnel général des membres du cadre opérationnel de la police intégrée, structurée à deux niveaux, reprend, au point III.I.I., les règles relatives au port de l'équipement de base pour le personnel pensionné, à savoir :

« La règle est que lorsque le membre du personnel quitte définitivement son emploi suite à sa mise à la pension, il ne peut plus porter son uniforme. Néanmoins, si un ancien membre désire obtenir une dérogation à ce principe, il convient de distinguer s'il s'agit d'une utilisation ponctuelle ou d'une demande visant à l'utiliser dans le cadre d'une représentation de la police.

Dans le premier cas, il appartient au chef de corps ou au directeur de service dont relevait le membre du personnel avant sa pension de décider.

Dans le second cas, cette demande doit faire l'objet d'une demande dûment motivée introduite auprès de la direction de l'Infrastructure et de l'Equipement de la Direction générale de l'Appui et de la Gestion de la police fédérale qui la soumettra à l'avis de la commission de l'uniforme.»

En ce qui concerne les règles relatives au port de signes distinctifs sur l'équipement de base et l'équipement fonctionnel général, celles-ci sont détaillées en son Annexe D, au point 3 qui précise :

« Deux types de signes distinctifs sont autorisés, à savoir, le pendentif porté sur la poitrine et l'écusson appliqué sur la manche. Le nombre de signes distinctifs dont le port simultané est autorisé est limité à trois, à savoir un pendentif et deux écussons au maximum.

3.1. Pendentif pectoral

Il s'agit d'une breloque portée du côté droit de la poitrine. Le pendentif est suspendu au bouton spécialement prévu à cet effet sur certaines pièces de l'uniforme sous le rabat de la poche de poitrine. Un seul pendentif peut être porté. Celui-ci s'inscrit dans une surface maximale délimitée par un rectangle de maximum huit centimètres de hauteur et cinq centimètres de largeur. Pour des raisons technico-textiles, le pendentif peut être porté exclusivement sur la vareuse, la parka ou le blouson.

3.2. Ecusson sur la manche

Il s'agit d'un écusson qui est appliqué sur la manche gauche au niveau du bras. Cet écusson peut être appliqué par couture, broderie ou par thermocollage. Pour son application, il doit être tenu compte des propriétés technico-textiles des pièces d'équipement sur lesquelles il est appliqué; par exemple, il

est interdit de coudre ou de broder un écusson sur les articles imperméables (parka, blouson, veste de pluie). »

Dans l'espoir d'avoir satisfait votre demande d'information, je vous prie de croire, Monsieur le Député - Bourgmestre, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of fluid, overlapping strokes. The signature is positioned above the printed name 'Joëlle Milquet'.

Joëlle Milquet

Vice-Première, Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des Chances